



Doc. 11597
23 avril 2008

Richesses, bien public et bien-être: comment les concilier dans une Europe en mutation?

Proposition de recommandation¹

déposée par M. Konstantinos VRETTOS et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Les Européens peuvent être fiers des nombreuses réalisations qui ont transformé la qualité de vie sur leur continent dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale. Une relative prospérité, une démocratie avancée et la prééminence du droit se sont diffusées tous azimuts à travers l'Europe. Pourtant, sous la pression de la mondialisation, d'un productivisme forcené et de schémas de consommation non durables (les pays européens vivent comme s'ils avaient 2,6 planètes Terre à leur disposition), quelques idées et «acquis» classiques commencent à s'effriter. Le consumérisme effréné pèse de plus en plus lourdement sur les ressources naturelles et l'équilibre social de nos sociétés, tandis que le bien-être stagne.

Nous vivons dans une société obsédée par les chiffres et une croissance mal conçue. Mais «plus» ne signifie pas nécessairement «mieux», et une prospérité apparemment accrue n'est aujourd'hui plus guère synonyme de progrès si elle compromet la prospérité des générations futures. Qu'est-ce qui constitue réellement un progrès? Ne sommes-nous pas en train de voler leur avenir à nos enfants et à nos petits-enfants avec les tendances qui s'observent actuellement en matière de développement? Dans le même temps, comment produire des améliorations en l'absence de moyens suffisants générés par la croissance économique?

A l'approche de son 60e anniversaire en 2009, le moment est venu pour le Conseil de l'Europe de réfléchir à la manière de s'acquitter au mieux de sa mission et de contribuer à un progrès véritable. Une approche strictement comptable n'a pas rendu justice à la lutte que mène l'Organisation pour promouvoir les valeurs humaines, la dignité et la justice. L'Assemblée estime qu'il est temps de passer d'une mentalité minimaliste à une action reposant sur une vision et mue par une ambition légitime et recommande au Comité des Ministres de doter le Conseil de l'Europe des nouveaux moyens qu'il mérite.

Signé (voir au verso)

1. Renvoyée à la commission des questions économiques et du développement, pour rapport: Renvoi no 3468 (27e séance, 27 juin 2008).



Signé²:

VRETTOS Konstantinos, Grèce, SOC
BJØRNSTAD Vidar, Norvège
BRAUN Márton, Hongrie, PPE/DC
KYPRIANOU Andros, Chypre
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
MELČÁK Miloš, République tchèque
O'HARA Edward, Royaume-Uni
STUCCHI Giacomo, Italie, GDE
TOMLINSON John E., Royaume-Uni, SOC
VIS Rudi, Royaume-Uni
ZISSI Rodoula, Grèce

2. GDE: Groupe démocrate européen
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste